

the draft resolution by deleting the final paragraph.

The CHAIRMAN pointed out that it was the Economic and Social Council which concluded agreements—in the limited sense of the words—and that the approval of the Assembly was necessary only for their implementation. He therefore proposed that the word "draft" should be deleted from the Indian draft resolution. He also suggested that the first and second parts of the resolution should be voted upon separately.

Mr. AQUINO (Philippines) approved the procedure suggested by the Chairman.

Mr. TATA (India) pointed out that as the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization had not yet been set up, it would be more logical to speak of a draft agreement rather than of an agreement. He left that question, however, to the discretion of the Chairman.

The CHAIRMAN put to the vote the final text of the first part of the Indian draft resolution, which read as follows:

"The General Assembly,

"Having considered resolution 165 (VII) of the Economic and Social Council and the Agreement entered into between the Council and the Preparatory Commission of the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization,

"Approves that Agreement."

The first part of the Indian draft resolution was adopted by 34 votes to none, with 6 abstentions.

The second part of the Indian draft resolution was rejected by 15 votes to 2, with 23 abstentions.

The meeting rose at 4.45 p.m.

THIRTIETH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Tuesday, 19 October 1948, at 10.45 a. m.*

Chairman: Mr. Hernan SANTA CRUZ (Chile).

10. Consideration of the draft agreement with the International Refugee Organization (E/1065, A/642 and A/642/Add. 1)

Mr. ARUTIUNIAN (Union of Soviet Socialist Republics) said that before approving any agreement with the International Refugee Organization it was necessary first to ascertain how that organization had been fulfilling the tasks set for it by the General Assembly. In resolution 8 (I) the General Assembly had stated that "the main task concerning displaced persons is to encourage and assist in every way possible their early return to their countries of origin." The preamble to the Constitution of the International Refugee Organization, contained in the annex

pose formellement d'amender le projet de résolution en supprimant le paragraphe final.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que le Conseil économique et social conclut des accords dans l'acception étroite du terme et que l'approbation de l'Assemblée n'est requise que pour leur entrée en vigueur. Il propose donc de supprimer, dans le projet de résolution de l'Inde, le mot « projet ». Il suggère également de mettre aux voix séparément la première partie et la deuxième partie de la résolution.

M. AQUINO (Philippines) se rallie à la procédure proposée par le Président.

M. TATA (Inde) fait valoir que, l'Organisation consultative intergouvernementale des transports maritimes n'étant pas encore constituée, il serait plus logique de parler d'un projet d'accord plutôt que d'un accord. Il laisse toutefois cette question à l'appréciation du Président.

Le PRÉSIDENT met aux voix le texte définitif de la première partie du projet de résolution de l'Inde, texte qui a la teneur suivante :

« L'Assemblée générale,

« Ayant examiné la résolution 165 (VII) du Conseil économique et social, ainsi que l'Accord qui a été établi entre le Conseil et la Commission préparatoire de l'Organisation consultative intergouvernementale des transports maritimes,

« Approuve cet Accord. »

Par 34 voix contre zéro, avec 6 abstentions, la première partie du projet de résolution est adoptée.

Par 15 voix contre 2, avec 23 abstentions, la seconde partie du projet de résolution de l'Inde est rejetée.

La séance est levée à 16 h. 45.

TRENTIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le mardi 19 octobre 1948, à 10 h. 45.*

Président : M. Hernan SANTA CRUZ (Chili).

10. Examen du projet d'accord avec l'Organisation internationale pour les réfugiés (E/1065, A/642 et A/642/Add. 1)

M. AROUTIOUNIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'avant d'approuver un accord quelconque avec l'Organisation internationale pour les réfugiés il faut d'abord s'assurer de la manière dont cette Organisation s'est acquittée des tâches que l'Assemblée générale lui a assignées. Dans sa résolution 8 (I), l'Assemblée générale a déclaré que « la principale tâche envers les personnes déplacées consiste à les encourager et à les aider de toutes les manières possibles à retourner rapidement dans leur pays d'origine ». Le préambule de la constitution de

to General Assembly resolution 62 (I), also stated that that was the main task to be performed as regards displaced persons.

The Secretary-General's annual report (A/565) showed that out of a total of over 700,000 persons eligible for repatriation only about 42,000 had been repatriated by the IRO between 1 July 1947 and 31 March 1948; namely, only 6 per cent. Such a result could not be regarded as satisfactory. The IRO had not only failed to carry out the recommendations of the General Assembly but had in fact sabotaged them.

Instead of assisting repatriation, the IRO had promoted an anti-repatriation propaganda campaign in displaced persons camps. Unbridled propaganda had been let loose not only against repatriation itself but also against those Member States of the United Nations the citizens of which were due to be repatriated. Those wishing to return home were terrorized, while war-criminals, traitors and quislings were given shelter in the camps. The Secretary-General's report admitted that the IRO was unable to sift the population of those camps properly.

In that way, the IRO had become a charitable organization existing for the benefit of a large number of traitors, quislings and war-criminals; its activities were incompatible with the principles of the Charter. It had neither carried out the General Assembly's decision on repatriation nor taken the necessary measures to eliminate the aforesaid criminal elements from the camps. It had delayed the settlement of the refugee problem to an incredible extent and had, by all its activities, greatly compromised its status as an international organization.

Experience had shown that the IRO had not been concerned with repatriation but rather with sending refugees and displaced persons to countries in need of cheap manpower.

It was obvious, therefore, that the United Nations could not conclude an agreement which would confer the status of a specialized agency on the IRO. Moreover, it should be borne in mind that the IRO was a strictly temporary organization. The United Nations had never concluded agreements with temporary organizations. If no agreement had been concluded with UNRRA because of the latter's temporary character, there was all the more reason not to conclude an agreement with the IRO.

In view of the above considerations, the USSR delegation objected to the conclusion of an agreement with the IRO.

Mr. ALTMANN (Poland) recalled that the

l'Organisation internationale pour les réfugiés, inséré dans l'annexe de la résolution 62 (I) de l'Assemblée générale, déclare également que telle est la principale tâche envers les personnes déplacées.

Le rapport annuel du Secrétaire général (A/565) montre que, sur un total de plus de 700.000 personnes qui présentaient les conditions requises pour être rapatriées, environ 42.000 seulement ont été renvoyées dans leur pays d'origine par l'OIR, entre le 1^{er} juillet 1947 et le 31 mars 1948, c'est-à-dire une proportion de 6 pour 100. On ne saurait prétendre qu'un tel résultat est satisfaisant. Non seulement l'OIR n'a pas appliqué les recommandations de l'Assemblée générale, mais elle les a sabotées.

Au lieu de faciliter le retour des réfugiés dans leur pays d'origine, l'OIR a mené dans les camps de personnes déplacées une campagne de propagande contre le rapatriement. Cette propagande effrénée comportait des attaques violentes non seulement contre le principe même du rapatriement, mais aussi contre les États Membres de l'Organisation des Nations Unies dont les ressortissants auraient dû être rapatriés. Ceux qui désiraient retourner chez eux ont été terrorisés, alors que des criminels de guerre, des traîtres et des quislings étaient hébergés dans les camps. Le rapport du Secrétaire général admet que l'OIR a été incapable d'opérer un tri sérieux parmi les personnes qui se trouvaient dans les camps.

C'est ainsi que l'OIR est devenue une organisation charitable pour le bénéfice d'un grand nombre de traîtres, de quislings et de criminels de guerre; l'activité de cette organisation est incompatible avec les principes de la Charte. L'OIR n'a jamais exécuté les décisions de l'Assemblée générale en ce qui concerne le rapatriement, elle n'a pas pris davantage les mesures qui s'imposent en vue d'éliminer des camps lesdits criminels. L'OIR a retardé d'une façon incroyable le règlement de la question des réfugiés et, par l'ensemble de ses agissements, elle a grandement compromis son statut en tant qu'organisation internationale.

L'expérience a montré que l'OIR ne s'est pas occupée du rapatriement, mais bien de l'envoi de réfugiés et de personnes déplacées dans les pays qui avaient besoin de main-d'œuvre à bon marché.

Il est donc clair que l'Organisation des Nations Unies ne peut pas conclure un accord qui conférerait à l'OIR le statut d'institution spécialisée. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que l'OIR est une organisation de caractère nettement temporaire. Or l'Organisation des Nations Unies n'a jamais conclu d'accord avec des organisations temporaires. Elle n'en a pas conclu avec l'UNRRA, par exemple, en raison du caractère temporaire de cette organisation; *a fortiori*, elle ne doit pas conclure d'accord avec l'OIR.

Pour tous ces motifs, la délégation de l'URSS s'oppose à ce qu'un accord soit conclu avec l'OIR.

M. ALTMANN (Pologne) rappelle que la

question of an agreement with the IRO had already given rise to discussion in the past. He felt that there was a great difference between the IRO and the specialized agencies. The refugee problem was a direct consequence of the war. As soon as it was settled, the IRO would automatically come to an end and it could in no way, therefore, be regarded as a permanent specialized agency. He stressed that the Polish delegation was firmly opposed to any attempt at delaying the settlement of the refugee problem.

He did not wish to deal with the unsatisfactory character of the IRO's activities at the present stage of the discussion. The question was a very complicated one and was included in the agendas of the General Assembly and the Third Committee. He wished only to stress the temporary character of the IRO and to state that he would oppose the conclusion of an agreement between it and the United Nations.

Mr. AUGENTHALER (Czechoslovakia) was also of the opinion that the IRO should not be accepted as a specialized agency of the United Nations. The IRO Constitution made it clear that the organization's main task was to encourage and assist in every way possible the early return of displaced persons to their countries of origin. It seemed, however, as if the IRO, having been in constant contact with displaced persons, had itself become somewhat displaced. It had forgotten the principles of its own Constitution and its activities were inimical to certain Members of the United Nations. The Czechoslovak representative would vote against the conclusion of an agreement with the IRO.

Mr. THORP (United States of America) drew a clear distinction between two aspects of the question under discussion. The policy of the IRO had been discussed at length in the Economic and Social Council and the debate had concluded with resolution 157 (VII). The whole question was reviewed in chapter III, section X of the Council's report (A/625) and had been included in the agenda of the Third Committee. It would be improper, therefore, for the Joint Committee to deal with the policy of the IRO.

The question of an agreement between the United Nations and the IRO, on the other hand, sprang directly from the Economic and Social Council's resolution 164 (VII), and that was the only question to be discussed by the Joint Committee.

Two important points arose. First, was the organization temporary or permanent? Its constitution made it quite clear that it was temporary and no agreement could make it permanent. Moreover, the IRO Constitution adopted by the General Assembly stated that it was "a specialized agency to be brought into relationship with the United Nations." That statement was binding on the United

question d'un accord avec l'OIR a déjà fait l'objet d'un débat antérieur. Il estime qu'il existe une grande différence entre l'OIR et les institutions spécialisées. Le problème des réfugiés se pose comme une conséquence directe de la guerre. Dès que ce problème aura été résolu, l'OIR disparaîtra automatiquement ; on ne peut donc pas considérer cette organisation comme une institution spécialisée de caractère permanent. La délégation polonaise s'oppose fermement à toute tentative visant à retarder le règlement du problème des réfugiés.

M. Altmann ne parlera pas, pour le moment, du fait que l'activité de l'OIR prête à la critique. Cette question est très compliquée et elle est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et à celui de la Troisième Commission. Il a simplement voulu souligner le caractère temporaire de l'OIR et déclarer qu'il s'opposera à la conclusion d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et cette organisation.

M. AUGENTHALER (Tchécoslovaquie) estime lui aussi que l'OIR ne doit pas être acceptée au nombre des institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies. La Constitution de l'OIR établit clairement que la tâche principale de cette organisation consiste à encourager et à aider par tous moyens les personnes déplacées à retourner rapidement dans leur pays d'origine. Il semble toutefois que, pour avoir été en contact permanent avec des personnes déplacées, l'OIR elle-même soit, en quelque sorte, déplacée. Cette organisation a oublié les principes de sa propre constitution et elle a marqué, dans ses activités, de l'hostilité à l'égard de certains Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant de la Tchécoslovaquie votera contre la conclusion d'un accord avec l'OIR.

M. THORP (États-Unis d'Amérique) établit une distinction très nette entre deux aspects de la question. La ligne de conduite de l'OIR a fait l'objet d'un long débat à l'issue duquel le Conseil économique et social a adopté la résolution 157 (VII). Un exposé de l'ensemble de la question figure au chapitre III, section X, du rapport du Conseil (A/625). Cette question a été portée à l'ordre du jour de la Troisième Commission. La Commission mixte ne doit donc pas s'occuper de la ligne de conduite de l'OIR.

La question d'un accord à passer entre l'Organisation des Nations Unies et l'OIR se trouve, d'autre part, directement posée par la résolution 164 (VII) du Conseil économique et social, et c'est là la seule question que la Commission mixte doit discuter.

Il y a lieu d'envisager deux points importants : en premier lieu, cette organisation est-elle temporaire ou permanente ? La constitution de l'OIR établit clairement que l'organisation est temporaire et qu'aucun accord ne pourra lui conférer un caractère permanent. De plus, la constitution de l'OIR adoptée par l'Assemblée générale déclare que cette organisation « est une institution spécialisée qui

Nations. Secondly, those who were most concerned with the policy of the IRO should be in favour of bringing that organization into specific relationship with the United Nations, in order to establish a special procedure which would enable them to express their views and wishes regarding that policy.

On the basis of the above-mentioned General Assembly resolution and considering the advisability of having a well-defined relationship between the United Nations and the IRO, the United States delegation felt that the agreement with that organization should be approved.

Mr. MATTES (Yugoslavia) agreed that the discussion on the substance of the problem of refugees and displaced persons should take place in the Third Committee. On the other hand, when discussing an agreement—in the present case the agreement between the United Nations and the IRO—it was impossible to disregard the parties to that agreement. It was necessary therefore to take into consideration what the organization was and whether its work justified the agreement. Article 57, paragraph 2, of the Charter stated that: "Such agencies thus brought into relationship with the United Nations are hereinafter referred to as specialized agencies." To conclude an agreement with the IRO, therefore, would amount to conferring on it the status of a specialized agency with all the resulting authority.

During the discussion of the IRO Constitution in 1946 it had been generally agreed that the organization's main task was to dispose of a problem inherited from the war and to assist by all means possible the repatriation of persons who had been separated from their families, their homes and their country, who had been brought to Germany and who had suffered from German aggression. However, certain other provisions, alien to that task, were also introduced into the constitution, and for that reason Yugoslavia had not joined the IRO. Nevertheless, when it began its work, the Yugoslav Government tried to maintain contact with the IRO in the hope that the good principles of the organization, as opposed to the bad, would prevail or at least be sufficiently affirmed to justify its existence. That contact had been maintained throughout 1947 and 1948, but on the basis of its experience of the IRO's work, the Yugoslav Government had come to the conclusion that the good principle, namely repatriation, was being gradually pushed into the background and that the organization had assumed a wholly unsatisfactory character.

The Yugoslav delegation could not agree that an organization with such a record should be granted the status of a specialized agency.

Mr. Mattes also wished to point out that

devra être reliée à l'Organisation des Nations Unies ». Cette déclaration lie l'Organisation des Nations Unies. En second lieu, les pays qui s'intéressent le plus à la politique de l'OIR devraient tenir à ce que cette organisation soit définitivement liée à l'Organisation des Nations Unies, afin que ces pays puissent, selon des modalités qui restent encore à déterminer, exprimer leurs vues et leurs désirs en ce qui concerne cette politique.

Se fondant sur la résolution de l'Assemblée générale déjà citée, et estimant qu'il faut établir une relation bien définie entre l'Organisation des Nations Unies et l'OIR, la délégation des États-Unis estime que l'accord envisagé doit être approuvé.

M. MATTES (Yougoslavie) est également d'avis que c'est à la Troisième Commission qu'il appartient de discuter du fond de la question relative aux réfugiés et aux personnes déplacées. Toutefois, lorsqu'une discussion porte sur un accord — dans le cas particulier, sur l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'OIR, — on ne peut pas se dispenser de considérer quelles sont les parties en cause. Il faut donc étudier ce qu'est l'OIR et déterminer si ses travaux justifient la conclusion d'un accord. L'Article 57, paragraphe 2, de la Charte stipule que : « Les institutions ainsi reliées à l'Organisation sont désignées ci-après par l'expression institutions spécialisées. » La conclusion d'un accord avec l'OIR aurait donc pour effet de conférer à cette organisation le statut d'une institution spécialisée, avec toute l'autorité qui en résulte.

Au cours du débat sur la constitution de l'OIR en 1946, on a généralement estimé que la tâche principale de cette organisation consistait à résoudre un problème résultant de la guerre et à faciliter par tous les moyens possibles le rapatriement des personnes qui ont été séparées de leur famille, de leur foyer et de leur pays, qui ont été amenées en Allemagne et qui ont souffert de l'agression allemande. Toutefois, certaines dispositions ayant des objets tout à fait différents ont été introduites dans le texte de la constitution; c'est pour cette raison que la Yougoslavie n'a pas accepté de faire partie de l'OIR. Le Gouvernement yougoslave a néanmoins essayé de rester en contact avec l'OIR au début des travaux, car il espérait que les buts louables de cette organisation prévaudraient sur les buts critiquables, ou, tout au moins, que ces buts louables seraient suffisamment affirmés pour justifier l'existence de l'OIR. Ce contact, le Gouvernement yougoslave l'a maintenu au cours des années 1947 et 1948, mais l'expérience a démontré que le but louable, à savoir le rapatriement, était graduellement abandonné, et que cette organisation avait pris un caractère absolument inacceptable.

La délégation yougoslave ne peut admettre qu'une organisation ayant eu de telles activités reçoive le statut d'institution spécialisée.

M. Mattes tient à signaler, d'autre part, que

questions relating to the refugee problem were not solely humanitarian in their implications but also had a bearing on international relations. For instance, the existence of traitors and quislings in displaced persons camps had already led to friction between some nations.

The Yugoslav delegation reserved its right to return to the question of refugees and displaced persons in the Third Committee. For the present, it would vote against the proposed agreement.

The CHAIRMAN pointed out that the General Assembly would have to take some decision on the matter, as the item had been included in the agenda on the request of the Economic and Social Council, which had also recommended its adoption.

Mr. SMOLIAR (Byelorussian Soviet Socialist Republic) agreed with those representatives who had stated that General Assembly resolutions 8 (I) and 62 (I), as well as the IRO Constitution itself, had entrusted the organization with the task of repatriating refugees and displaced persons. Nearly two years had passed since the constitution had been approved and the IRO had been carrying on its activities for some time. Nothing had been done, however, to encourage the repatriation of USSR citizens and almost nothing in regard to the citizens of other countries. Further, certain IRO officials had become the tools of the Anglo-American occupying authorities who were doing their best to hinder the work of repatriation.

It was frequently stated that large numbers of displaced persons refused to return to their countries of origin for fear of persecution. Such statements were merely a repetition of the war propaganda and slander carried on in the camps. Displaced persons who wanted to return to their homes were being terrified into remaining.

A book on the refugee question had recently been published which contained statements by the Assistant Director-General, Chief of Medical Services of the IRO, opposing the idea of repatriation. The head of the French Department, Mr. de Rosen, had endorsed an article by a Mr. Richard which not only had opposed the idea of repatriation but had attacked the USSR and the countries of Eastern Europe.

Since the IRO had not fulfilled its main task of repatriation, the Byelorussian delegation felt that an agreement between it and the United Nations should not be concluded. The United States representative had observed that the question of the IRO'S policies would be discussed in the Third Committee, while the present Committee was expected merely to pass on the proposed agreement. The Byelorussian delegation refused to consider the possibility of an agreement without first knowing with what type of organization it was going to be concluded and whether that organization

la question des réfugiés ne se pose pas simplement d'un point de vue humanitaire, mais qu'elle affecte également les relations internationales. C'est ainsi que la présence de traîtres et de quislings dans les camps de personnes déplacées a déjà provoqué des frictions entre certaines nations.

La délégation de la Yougoslavie se réserve le droit de reprendre devant la Troisième Commission la question des réfugiés et personnes déplacées. Pour le moment, elle votera contre le projet d'accord.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que l'Assemblée générale devra prendre une décision en la matière, car la question a été portée à l'ordre du jour à la requête du Conseil économique et social, qui a également recommandé son adoption.

M. SMOLIAR (République socialiste soviétique de Biélorussie) s'associe aux représentants qui ont déclaré que les résolutions 8 (I) et 62 (I) de l'Assemblée générale, de même que la constitution de l'OIR elle-même, confient à cette organisation la tâche de rapatrier les réfugiés et les personnes déplacées. Près de deux années se sont écoulées depuis que la constitution a été approuvée, et il y a déjà quelque temps que l'OIR exerce son activité. Cependant, rien n'a été fait pour favoriser le rapatriement des citoyens de l'URSS, et presque rien n'a été entrepris à l'égard des citoyens d'autres pays. En outre, certains fonctionnaires de l'OIR sont devenus les instruments des autorités occupantes anglo-américaines qui font tout ce qu'elles peuvent pour mettre obstacle à l'œuvre du rapatriement.

On a dit fréquemment qu'un grand nombre de personnes déplacées refusaient de retourner dans leur pays d'origine par crainte de persécution. Ces déclarations ne sont qu'une réédition de la propagande de guerre et de calomnie qui se poursuit dans les camps. On terrifie les personnes déplacées qui désirent rentrer dans leurs foyers pour les inciter à rester.

On a récemment publié un livre sur la question des réfugiés; celui-ci contient des déclarations faites par le directeur général adjoint, chef des services médicaux de l'OIR, qui se montre hostile au rapatriement. Le chef du service français, M. de Rosen, a donné son approbation à l'article d'un certain M. Richard qui non seulement est opposé à l'idée du rapatriement, mais attaque l'URSS et les pays de l'Europe orientale.

Puisque l'OIR ne s'est pas acquittée de sa tâche principale, à savoir le rapatriement, la délégation de la Biélorussie estime que l'Organisation des Nations Unies ne doit pas conclure d'accord avec cette institution. Le représentant des États-Unis a fait remarquer que la question de la ligne de conduite suivie par l'OIR serait discutée à la Troisième Commission, tandis que la présente Commission ne ferait que transmettre le projet d'accord. La délégation de la Biélorussie refuse d'envisager la possibilité d'un accord sans savoir d'abord avec quel genre d'organisation il doit être conclu, et si l'activité de cette organisation

had been acting in accordance with the principles of the Charter and of its own constitution. When the General Assembly had adopted the provision obliging the IRO to enter into relationship with the United Nations, it had assumed that the latter would fulfil its obligations.

For all those reasons, the Byelorussian delegation would vote against the conclusion of the proposed agreement.

Mr. DAVIES (United Kingdom) was sure that no representative would want to prolong the discussion in view of the lengthy debate which would undoubtedly take place in the Third Committee. Those representatives who had already raised matters of substance had themselves expressed that view. He also reserved his right, as the Yugoslav representative had done, to make detailed comments in the later discussions.

In the opinion of the United Kingdom delegation, the IRO was fulfilling its obligation satisfactorily. More than two million persons had been repatriated and the fact that many displaced persons still remained in the camps should not cause representatives to overlook that important point.

The camps had been visited by missions from the countries of origin of the refugees and no propaganda against those countries had been permitted.

It should be noted that many representatives repudiated the remarks of the USSR, Yugoslav and Byelorussian representatives to the effect that the IRO was not performing its duties satisfactorily.

Article 3 of the IRO Constitution read as follows: "The relationship between the Organization and the United Nations shall be established in an agreement between the Organization and the United Nations as provided in Articles 57 and 63 of the Charter of the United Nations." The question of whether the organization was a temporary or a permanent one was, therefore, not relevant. It had to complete its work by 1950 and speed was essential in regard to the resettlement of those displaced persons who did not want to return to their countries of origin. The only purpose of the agreement was to establish with the IRO the same co-operation that existed between the United Nations and the other specialized agencies, as such an agreement would be of great assistance to the IRO in the carrying out of its activities.

With the reservation that he would have more to say in defence of the IRO in the Third Committee, he supported the conclusion of the proposed agreement.

Mr. DEHOUSSE (Belgium) agreed that the substance of the question should be discussed in the Third Committee. In a spirit of conciliation, he had originally considered a suggestion to postpone a decision on the proposed agreement until the discussion in the Third Committee had been completed. On second thoughts, however, he had come

a été conforme tant aux principes de la Charte qu'à ceux de sa propre constitution. Quand l'Assemblée générale a adopté les dispositions qui obligent l'OIR à entrer en relations avec l'Organisation des Nations Unies, elle présumait que celle-ci remplirait ses obligations.

Pour toutes ces raisons, la délégation de la Biélorussie votera contre la conclusion de l'accord proposé.

M. DAVIES (Royaume-Uni) est persuadé qu'aucun représentant ne désire prolonger la discussion, étant donné que de longs débats auront lieu, sans aucun doute, à la Troisième Commission. Les représentants qui ont déjà soulevé des questions de fond ont eux-mêmes exprimé cette opinion. De même que le représentant de la Yougoslavie, il se réserve le droit de présenter des commentaires détaillés au cours des discussions ultérieures.

De l'avis de la délégation du Royaume-Uni, l'OIR s'acquitte de ses obligations de façon satisfaisante. Plus de deux millions de personnes ont été rapatriées, et le fait que de nombreuses personnes déplacées se trouvent encore dans les camps ne doit pas faire oublier aux représentants ce point important.

Les camps ont été visités par des missions formées dans les pays d'origine des réfugiés et aucune propagande contre ces pays n'a été autorisée.

Il convient de remarquer que nombre de représentants ont désavoué les opinions des représentants de l'URSS, de la Yougoslavie et de la Biélorussie selon lesquelles l'OIR ne s'acquitterait pas de ses fonctions d'une façon satisfaisante.

L'article 3 de la constitution de l'OIR est ainsi conçu: «Les relations entre l'Organisation internationale pour les réfugiés et l'Organisation des Nations Unies sont établies par un accord conclu entre les deux Organisations, comme il est prévu aux Articles 57 et 63 de la Charte des Nations Unies.» Peu importe que l'organisation soit temporaire ou permanente. Il faut qu'elle termine ses travaux en 1950 et il est essentiel de hâter la réinstallation des personnes déplacées qui ne désirent pas retourner dans leur pays d'origine. L'accord a pour seul but d'établir entre l'Organisation des Nations Unies et l'OIR une coopération semblable à celle qui existe entre l'Organisation des Nations Unies et les autres institutions spécialisées; en effet, cette coopération aidera grandement l'OIR dans l'exercice de ses fonctions.

Se réservant le droit d'intervenir de nouveau à la Troisième Commission pour prendre la défense de l'OIR, le représentant du Royaume-Uni se déclare favorable à la conclusion de l'accord proposé.

M. DEHOUSSE (Belgique) admet que le fond de la question doit être discuté à la Troisième Commission. Dans un esprit de conciliation, il avait tout d'abord eu l'intention de suggérer que l'on ajournât la décision sur l'accord envisagé jusqu'à la fin de la discussion à la Troisième Commission. Il s'est rendu compte, cependant, que cela ne serait qu'une cause de

to the conclusion that such a procedure would only serve to delay matters. The refugee question had been fully discussed in the past and it was doubtful whether any new elements altering the positions of the various delegations could be introduced into the debate in the Third Committee.

Article 2 (1) of the IRO Constitution gave priority to the problem of repatriation, but also included the following words: the resettlement and re-establishment, in countries able and willing to receive them, of persons who are the concern of the organization under the provisions of Annex I". It could be seen, therefore, that repatriation was not the only aspect of the IRO'S work.

It was not the first time that references had been made to propaganda against repatriation in the camps. Should the various representatives concerned care to cite specific instances, he promised that everything possible would be done to ensure that no similar cases occurred in the future.

There was nothing in Articles 57 and 63 of the Charter which laid down that only permanent organizations could be brought into agreement with the United Nations. For the same reasons as had been given by the Belgian delegation on many previous occasions, he supported the conclusion of the proposed agreement.

Mr. ARUTUNIAN (Union of Soviet Socialist Republics) agreed that the substance of the question should be discussed in the Third Committee, but considered it equally obvious that it was indispensable to know the extent to which the IRO was fulfilling its obligations before an agreement could be concluded.

He disagreed with the United Kingdom representative that the IRO had fulfilled its obligations and commented on the latter's extraordinary claim that the IRO had repatriated two million displaced persons. The Director General's report of 10 June 1948 made it clear that only a little more than seven hundred thousand persons had been transferred to the IRO'S care.

The second argument put forward for the conclusion of the proposed agreement was the provision in the IRO Constitution which compelled the organization to enter into relationship with the United Nations. It was true that the General Assembly had approved the IRO Constitution, but it had also imposed certain responsibilities upon the organization; if those responsibilities were not being carried out, it was impossible to argue that secondary provisions had any force. If the main task of repatriation was being sabotaged, the United Nations could not be obliged to comply with article 3.

retard. La question des réfugiés a été pleinement discutée auparavant, et on peut douter qu'il soit possible d'apporter aux débats de la Troisième Commission quelques éléments nouveaux susceptibles de modifier les positions prises par les diverses délégations.

Le paragraphe 1 de l'article 2 de la constitution de l'OIR donne la priorité au problème du rapatriement, mais les mots suivants y figurent également: « la réinstallation et le rétablissement dans les pays qui peuvent et qui désirent les accueillir... des personnes relevant de la compétence de l'organisation, conformément aux dispositions de l'Annexe I »; on voit donc que le rapatriement n'est pas le seul aspect de la tâche qui incombe à l'OIR.

Ce n'est pas la première fois qu'il est fait allusion à la propagande contre le rapatriement, à laquelle on se livrerait dans les camps. Si chacun des représentants intéressés veut bien citer des exemples précis, le représentant de la Belgique donne l'assurance que toutes les mesures possibles seront prises pour que de semblables faits ne se produisent plus à l'avenir.

Il n'existe, dans les Articles 57 et 63 de la Charte, aucune disposition stipulant que seules des organisations permanentes peuvent conclure un accord avec l'Organisation des Nations Unies. Pour les raisons que la délégation de la Belgique a déjà fait valoir à maintes reprises, elle se déclare en faveur de la conclusion de l'accord proposé.

M. AROUTOUNIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) reconnaît que le fond de la question doit être discuté à la Troisième Commission; cependant, il estime qu'avant de conclure un accord avec l'OIR il est évidemment indispensable de savoir dans quelle mesure cette organisation s'acquitte de ses obligations.

Il ne partage pas les vues du représentant du Royaume-Uni, selon lesquelles l'OIR aurait satisfait à ses obligations. A ce propos, il commente la surprenante affirmation du représentant britannique qui prétend que l'OIR aurait rapatrié deux millions de personnes déplacées. Or le rapport du directeur général, en date du 10 juin 1948, précise que le nombre des personnes prises en charge par l'OIR est à peine supérieur à sept cent mille.

Le second argument invoqué en faveur de la conclusion de l'accord proposé est que la constitution de l'OIR comporte une disposition en vertu de laquelle cette organisation est tenue de passer un accord avec l'Organisation des Nations Unies. Il est exact que l'Assemblée générale a approuvé la constitution de l'OIR, mais elle a également imposé certaines responsabilités à cette institution. Si celle-ci n'accomplit pas la tâche qui lui incombe, il est impossible de soutenir que des dispositions secondaires peuvent avoir une force quelconque. Si la tâche principale de l'organisation, à savoir le rapatriement, est sabotée, on ne peut obliger l'Organisation des Nations Unies à se conformer à l'article 3 de cette constitution.

En réponse au représentant des États-Unis,

In reply to the United States representative

he said that nobody had argued that the conclusion of the proposed agreement would change the temporary character of the organization. All he had declared was that, in the past, the United Nations had not concluded any agreement with temporary organizations. There was no provision forbidding agreements with temporary organizations, but it was implied in the spirit of the Charter.

His argument had not been based on the Charter, however, but on the basis of past United Nations practice. No agreement had been concluded with UNRRA, although there were two important reasons for which such an agreement would have been more appropriate than the one now proposed with the IRO. UNRRA's work had been more honourable than that of the IRO and it had affected many more people. Further, more United Nations Member States had been members of UNRRA than of the IRO. The IRO Constitution had been adopted two years previously and yet approximately only one quarter of the Members of the United Nations were members of that organization. It was a fact which proved that the IRO did not deserve the attention of the whole United Nations Organization.

He thought it would be more correct to take a decision on the proposed agreement after the discussion had taken place in the Third Committee. In that regard, one could only regret that the Belgian representative was convinced that the debate in the Third Committee would not affect the positions of the various delegations.

In view of all of the above-mentioned considerations, he would vote against the conclusion of the proposed agreement.

Mr. DAVIES (United Kingdom) pointed out that, when he had referred to the repatriation of over two million displaced persons, he had not intended implying that those persons had been repatriated by the IRO. They had been repatriated before the IRO had come into existence, and the displaced persons transferred to the IRO'S care had represented, in large part, refugees who either could not or would not return to their countries of origin. Further, he had not intended to argue that the IRO had fulfilled its obligations but that it was fulfilling them.

He moved that the agreement between the IRO and the United Nations should be concluded.

The CHAIRMAN called for a vote on the following resolution (A/708):

"The General Assembly,

"Having considered resolution 164 (VII) of the Economic and Social Council and the Agreement concluded between the Economic

M. Aroutiounian déclare que personne n'a prétendu modifier le caractère temporaire de l'organisation par la conclusion de l'accord proposé. Tout ce qui a été dit, c'est que, jusqu'à présent, l'Organisation des Nations Unies n'avait conclu aucun accord avec des organisations temporaires. Il n'existe pas de disposition qui interdise la conclusion d'accords avec des organisations temporaires, mais cette interdiction découle implicitement de l'esprit de la Charte.

Toutefois, l'argument du représentant de l'URSS se fonde non pas sur la Charte, mais sur les méthodes utilisées jusqu'à présent par l'Organisation des Nations Unies. Aucun accord n'avait été conclu avec l'UNRRA, bien qu'un tel accord eût été plus opportun que celui que l'on propose de conclure avec l'OIR, et ce pour deux raisons importantes. L'œuvre accomplie par l'UNRRA est plus noble que celle de l'OIR, et un nombre de gens beaucoup plus considérable en a bénéficié. En outre, le nombre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et qui furent membres de l'UNRRA est beaucoup plus élevé que celui des membres de l'OIR. La constitution de l'OIR a été adoptée il y a deux ans, et cependant le nombre des États qui y ont adhéré ne représente environ que le quart des États Membres de l'Organisation des Nations Unies. C'est là un fait qui prouve que l'OIR ne mérite pas l'attention de la totalité des États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Il serait préférable de ne prendre de décision sur l'accord proposé qu'après sa discussion à la Troisième Commission. A cet égard, il est regrettable que le représentant de la Belgique soit convaincu que les débats de la Troisième Commission ne peuvent avoir d'effet sur la position des diverses délégations.

En raison des considérations précédentes, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques votera contre la conclusion de l'accord proposé.

M. DAVIES (Royaume-Uni) explique que, lorsqu'il a parlé du rapatriement de plus de deux millions de personnes déplacées, il ne voulait pas dire que ces personnes avaient été rapatriées par les soins de l'OIR. Ces personnes ont été rapatriées avant la création de l'OIR et les personnes déplacées qui ont été prises en charge par l'OIR représentaient, pour une large part, des réfugiés qui ne pouvaient ou ne voulaient pas retourner dans leur pays d'origine. En outre, il n'a pas eu l'intention de soutenir que l'OIR s'était acquittée de ses obligations, mais bien qu'elle s'en acquittait actuellement.

Il dépose une motion en faveur de la conclusion de l'accord entre l'OIR et l'Organisation des Nations Unies.

Le PRÉSIDENT met aux voix la résolution suivante (A/708):

« L'Assemblée générale,

« Ayant examiné la résolution 164 (VII) du Conseil économique et social et l'accord conclu entre le Conseil économique et social

and Social Council and the Preparatory Commission of IRO,

"Approves this Agreement."

The resolution was adopted by 28 votes to 6, with 8 abstentions.

11. Consideration of the application of Finland for membership in the International Civil Aviation Organization (A/581)

The CHAIRMAN drew the attention of the Committee to the fact that the application of Finland for membership in the International Civil Aviation Organization had been unanimously approved at the second assembly of ICAO and, in accordance with article II of the Agreement between the United Nations and ICAO, had been transmitted to the General Assembly for approval.

The Chairman recalled that, at its second session, the General Assembly had considered the application of Italy for admission to the International Civil Aviation Organization and, in that regard, had passed resolution 121 (II). He suggested that the Committee might adopt a similar resolution in the case of Finland.

Mr. COROMINAS (Argentina) formally proposed that the procedure adopted in resolution 121 (II) should be followed, and that the Committee should approve the following resolution:

"The General Assembly,

"Having considered the application regarding the admission of Finland to the International Civil Aviation Organization, transmitted by that organization to the General Assembly in accordance with article II of the Agreement between the United Nations and the International Civil Aviation Organization,

"Decides to inform the International Civil Aviation Organization that it has no objection to the admission of Finland to the organization."

The resolution was adopted.

12. Discussion of the Argentine proposal to increase to twenty-four the number of Member States represented in the Economic and Social Council (A/586)

Mr. COROMINAS (Argentina) recalled that at the second session of the General Assembly his delegation had presented a proposal to increase the number of members of the Economic and Social Council. In order to facilitate the speedy completion of the work of the Assembly, Argentina had then agreed to withdraw that proposal with the understanding that the question could be raised at the present Assembly.

The Argentine proposal was based on the

et la Commission préparatoire de l'OIR,

"Approuve cet Accord."

Par 28 voix contre 6, avec 8 abstentions, cette résolution est adoptée.

11. Examen de la demande d'admission à l'Organisation de l'aviation civile internationale présentée par la Finlande (A/581)

Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Commission sur le fait que la demande d'admission à l'Organisation de l'aviation civile internationale présentée par la Finlande a été approuvée à l'unanimité par la deuxième assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale et qu'elle a été transmise pour approbation à l'Assemblée générale conformément à l'article 11 de l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et l'OACI.

Le Président rappelle qu'au cours de sa deuxième session l'Assemblée générale avait examiné la demande d'admission à l'Organisation de l'aviation civile internationale présentée par l'Italie et avait adopté à ce propos la résolution 121 (II). Il propose que la Commission adopte une résolution similaire dans le cas de la Finlande.

M. COROMINAS (Argentine) propose d'une façon formelle que la Commission suive la méthode adoptée dans le cas de la résolution 121 (II) et approuve la résolution suivante :

"L'Assemblée générale,

"Ayant examiné la demande d'admission à l'Organisation de l'aviation civile internationale présentée par la Finlande et transmise par cette organisation à l'Assemblée générale conformément à l'article 11 de l'accord intervenu entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'aviation civile internationale,

"Décide d'informer l'Organisation de l'aviation civile internationale qu'elle n'a pas d'objection à l'admission de la Finlande à ladite organisation."

La résolution est adoptée.

12. Examen de la proposition de l'Argentine tendant à porter à vingt-quatre le nombre des États membres représentés au Conseil économique et social (A/586)

M. COROMINAS (Argentine) rappelle qu'au cours de la deuxième session de l'Assemblée générale sa délégation avait présenté une proposition tendant à augmenter le nombre des membres représentés au Conseil économique et social. En vue de faciliter l'expédition rapide des travaux de l'Assemblée, l'Argentine avait accepté de retirer sa proposition à condition que la question pût être soulevée au cours de la présente Assemblée.

La proposition de l'Argentine se fonde sur

firm conviction that the Economic and Social Council was a vital instrument for forging human welfare and that its tasks in the economic and social field were of transcendental importance to the peoples of the world. The diversity and the complexity of the activities of the Economic and Social Council were revealed by the fact that 57 per cent of the items on the agenda of the General Assembly were connected with the work of that Council. In addition the possibilities of further extension of the Council's activities were unlimited. International co-operation in the solution of economic and social problems was indispensable to ensure the fulfilment of the ideals of the Charter of the United Nations.

Mr. Corominas stressed the fact that the Argentine proposal, if it were adopted, would not in any way alter the spirit of the Charter, but would render its machinery more effective. Under the existing system, the Economic and Social Council was composed of eighteen members. The Charter contained no provision preventing the re-election of members to the Council. While nothing in the Charter provided for permanent seats on the Council for the five great Powers, in actual practice their seats could be considered as permanent. Therefore, there were really only thirteen remaining seats which could be rotated among the Member States of the United Nations.

It had to be borne in mind that when the Charter was framed only forty-four States were Members of the United Nations. In the three succeeding years the membership had increased to fifty-eight, and, by 1950, it was safe to anticipate that the number of Members would exceed sixty. In view of the growth of the Organization, it seemed desirable to strengthen the Economic and Social Council by increasing its membership. Such an increase would contribute to the solution of economic and social problems and would promote the principle of broader representation through more equitable geographic distribution.

While it had been held that amendment of the Charter was inadvisable, the Argentine delegation was of the opinion that the Charter, a human document, was perfectible especially in regard to the provision for the number of members in the Economic and Social Council. Article 109 called for a general conference for the purpose of reviewing the Charter. Argentina proposed the calling of such a conference for the sole purpose of increasing the number of members of the Economic and Social Council. No general review of any other part of the Charter was envisaged.

He explained that the cost of convening a special general conference could be eliminated by calling the general conference into session immediately after the close of a regular session of the General Assembly. The technical question of the appropriate legal formula would be settled by the provisions of the draft resolution which would be submitted by Argentina at the next meeting.

la ferme conviction que le Conseil est un instrument indispensable pour assurer la prospérité du genre humain et que son activité dans les domaines économique et social présente une extrême importance pour les peuples du monde entier. Le fait que 57 pour 100 des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ont trait au Conseil économique et social témoigne de la diversité et de la complexité de l'activité de cet organe. De plus, il n'y a pas de limites au développement de cette activité. Les problèmes d'ordre économique et social doivent être abordés dans un esprit de coopération internationale si l'on veut atteindre les buts fixés par la Charte des Nations Unies.

M. Corominas souligne que, si la proposition de l'Argentine était acceptée, l'esprit de la Charte n'en serait nullement modifié. Cette proposition vise uniquement à créer un mécanisme plus efficace. Sous le régime actuel, le Conseil économique et social comprend dix-huit membres. Aucune disposition de la Charte n'empêche la réélection des membres du Conseil. Certes, la Charte ne prévoit pas de sièges permanents pour les cinq grandes Puissances, mais, en pratique, leurs sièges peuvent être considérés comme permanents. Il ne reste donc, en fait, que treize sièges que les autres États Membres des Nations Unies peuvent occuper par roulement.

Il ne faut pas oublier qu'il n'y avait que quarante-quatre États Membres des Nations Unies lorsque la Charte a été élaborée. Au cours des trois années suivantes, leur nombre a été porté à cinquante-huit et on peut certainement prévoir qu'il dépassera soixante en 1950. En vue de l'expansion de l'Organisation, il est désirable de renforcer le Conseil économique et social en augmentant le nombre de ses membres. Cette augmentation contribuera à résoudre les problèmes d'ordre économique et social; elle assurera une représentation plus large et, par suite, une répartition géographique plus équitable.

Certes, on a soutenu qu'il ne convenait pas de reviser la Charte, mais la délégation de l'Argentine estime, pour sa part, que, la Charte étant un document élaboré par des hommes, elle est susceptible de perfectionnements, surtout en ce qui concerne les dispositions relatives au nombre des membres du Conseil économique et social. L'Article 109 stipule que, pour reviser la Charte, il convient de convoquer une conférence générale. L'Argentine propose de réunir cette conférence à seule fin d'augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social. Aucune autre révision d'ordre général de la Charte n'est envisagée.

M. Corominas explique que les frais qu'entraînerait la réunion d'une conférence générale pourraient être évités si on réunissait cette conférence immédiatement après la conclusion d'une session ordinaire de l'Assemblée générale. A cette fin, une formule juridique adéquate sera prévue dans les dispositions du projet de résolution que présentera l'Argentine à la prochaine séance.

The Argentine delegation hoped that there would be unanimous agreement on its resolution to call a general conference for the sole purpose of amending the Charter to increase the number of members of the Economic and Social Council. Mr. Corominas reserved the right of the Argentine delegation to present further comments in the course of the subsequent discussion of the text which it would present to the Committee.

Mr. DEHOUSSE (Belgium) proposed that, at its next meeting, the Committee should consider the report of Sub-Committee 1 on the joint resolution of Argentina, Colombia and Cuba, before discussing the Argentine draft resolution.

The proposal was adopted.

The meeting rose at 12.50 p.m.

THIRTY-FIRST MEETING

Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Wednesday, 20 October 1948, at 10.30 a.m.

Chairman: Mr. Hernan SANTA CRUZ (Chile).

The CHAIRMAN referring to the question of relations with and co-ordination of specialized agencies (A/C.5/238) said it had been proposed that they should continue the procedure adopted the previous year and deal with that question at a joint meeting of the Second, Third and Fifth Committees.

It was so agreed.

13. Report of Sub-Committee 1 on the joint resolution submitted by Argentina, Colombia and Cuba (A/C.2 & 3/69, A/C.2 & 3/69/Corr.1, A/C.2 & 3/70, A/C.2 & 3/71, A/C.2 & 3/SC. 1/1 and A/C.2 & 3/75)

On the CHAIRMAN'S invitation, Mr. SUTCH (New Zealand), Rapporteur of Sub-Committee 1, gave an account of his Sub-Committee's report on the distribution of membership in subsidiary organs of the Economic and Social Council. He said that the Sub-Committee had experienced no difficulty in reaching a resolution agreeable to all its members. They had first discussed the advisability of adopting any resolution at all, but by 3 votes to 2, with 2 abstentions, had decided that it was necessary. The Sub-Committee had used the joint Argentine, Colombian and Cuban draft resolution as a basis for its discussion and had taken into consideration the amendments presented by Venezuela, Belgium and France, as well as other amendments presented orally during the discussion in the Main Committee.

The greatest difficulty encountered by the Sub-Committee had been in finding a suitable wording. The names of the various

La délégation de l'Argentine espère que la Commission approuvera à l'unanimité la résolution prévoyant la réunion d'une Conférence générale dont le seul but sera d'amender la Charte en augmentant le nombre des membres du Conseil économique et social. M. Corominas déclare que sa délégation se réserve le droit de faire d'autres observations au cours de la discussion qui se déroulera ultérieurement au sujet du texte qu'elle présentera à la Commission.

M. DEHOUSSE (Belgique) propose que la Commission, à sa prochaine séance, examine le rapport de la Sous-Commission 1 sur la résolution présentée conjointement par l'Argentine, la Colombie et Cuba, avant d'engager la discussion sur le projet de résolution de l'Argentine.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 12 h. 50.

TRENTE ET UNIÈME SÉANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris, le mercredi 20 octobre 1948, à 10 h. 30.

Président: M. Hernan SANTA CRUZ (Chili).

Le PRÉSIDENT, parlant de la question des relations avec les institutions spécialisées et de la coordination de leur action (A/C. 5/238), dit que l'on a proposé de suivre la procédure adoptée au cours de l'année précédente et de traiter cette question en réunion mixte des Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions.

Il en est ainsi décidé.

13. Rapport de la Sous-Commission 1 sur la résolution commune présentée par l'Argentine, la Colombie et Cuba (A/C. 2 & 3/69, A/C. 2 & 3/69 Corr. 1, A/C. 2 & 3/70, A/C. 2 & 3/71, A/C. 2 & 3/SC. 1/1 et A/C. 2 & 3/75)

Sur une invitation du PRÉSIDENT, M. SUTCH (Nouvelle-Zélande), Rapporteur de la Sous-Commission 1, analyse le rapport de la Sous-Commission sur la répartition des sièges dans les organes subsidiaires du Conseil économique et social. Il est heureux de remarquer que la Sous-Commission n'a eu aucune difficulté à établir une résolution acceptable pour tous ses membres. La discussion a porté d'abord sur l'opportunité même d'adopter une résolution, ce qui, par 3 voix contre 2, avec 2 abstentions, a été jugé nécessaire. Le projet de résolution commun présenté par l'Argentine, la Colombie et Cuba, a servi de base à la discussion, et l'on a aussi tenu compte des amendements présentés par le Venezuela, la Belgique et la France, ainsi que des autres amendements, présentés oralement au cours des débats de la Commission.

La plus grande difficulté qu'ait rencontrée la Sous-Commission a été celle de la rédaction. On ne pouvait inclure dans la même phrase les